



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 34 – Du 9 septembre au 15 septembre 2022

En bref

Afghanistan : Le transport de marchandises au départ de la Chine vers l'Afghanistan bientôt rendu possible grâce à l'ouverture d'une nouvelle ligne de train. Le Pakistan a augmenté sa tarification afférente à l'importation de fruits, en pleine saison de récoltes et des exportations afghanes. Réouverture des négociations entre la Banque mondiale et le gouvernement Taliban, laissant espérer la reprise des 6000 projets de la Charte citoyenne en suspens.

Bangladesh : Le Bangladesh renforce sa stratégie d'attractivité des IDE en coopérant avec les pays voisins. Dépréciation du Taka face au dollar et prolongement de l'érosion des réserves de change.

Bhoutan : Une interdiction d'importation des produits non-essentiels pourrait être mise en place en raison de l'évolution du niveau des réserves de change.

Inde : **Indicateurs macro-économiques** : Le Chief Economic Adviser se montre optimiste quant aux perspectives de croissance de l'économie indienne au cours de la décennie. Fitch ramène ses prévisions de croissance pour l'exercice 2022/2023 de 7,8% à 7%. La production industrielle enregistre en juillet une faible croissance de 2,4% en glissement annuel. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) du mois d'août retrouve son niveau de juin, à 7% en glissement annuel. L'indice des prix de gros d'août s'infléchit, revenant de 13,9% en juillet à 12,4% en glissement annuel. **Informations sectorielles** : Les alcootests à nouveaux obligatoires pour le personnel navigant. Air India étend son nombre d'appareils de location.

Népal : L'augmentation du coût des importations de riz, induite par les mesures indiennes de restriction à l'importation compromet la stabilité du marché alimentaire népalais. La Banque asiatique de développement (BAsD) confirme le financement d'un projet d'horticulture à hauteur de 70 M USD.

Pakistan : Evaluation des dommages des inondations : de nouvelles estimations provisoires situées entre 18 et 30 Mds USD. Les engagements concernant les premières aides d'urgence sont estimés à 150 MUSD. Afin de faire face aux conséquences économiques des inondations, la BAsD alloue deux enveloppes financières pour un montant total de 1,5 Md USD. Le déficit commercial de l'exercice fiscal 2022/2023 est appelé à s'alourdir du fait notamment de l'affaiblissement de la filière textile/coton consécutif aux inondations. Les discussions avec les pays du Golfe concernant les cessions d'actifs de sociétés publiques du secteur énergétique à hauteur de plusieurs milliards de dollars semblent s'enliser. Les ventes de voitures neuves au plus bas depuis 26 mois.

Sri Lanka : Réallocation de crédits à hauteur de 100 M USD par l'AIIB dans le secteur médical. Investissement indien de 35 M USD dans la zone textile d'Eravur. Nouveau point de situation du PAM et de la FAO sur la crise alimentaire. Renforcement du soutien de l'USAID à hauteur de 60 M USD.

Afghanistan

Le transport de marchandises au départ de la Chine vers l'Afghanistan bientôt rendu possible grâce à l'ouverture d'une nouvelle ligne de train

L'autorité ferroviaire afghane (ARA – Afghanistan Railway Authority) a dernièrement annoncé l'importation de biens chinois par l'intermédiaire d'une ligne de trains de marchandises traversant l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. L'accord avec les quatre pays et la société privée de fret chinoise devrait bientôt être conclu afin de permettre l'inauguration de cette nouvelle ligne de transport au cours du mois de septembre. La société chinoise transporterait 3500 à 5000 conteneurs de marchandises lors de chaque transaction.

Cette opération laisse place à une nouvelle alternative à la voie traditionnelle du port de Karachi, point d'entrée du transit des biens chinois vers l'Afghanistan réputé pour sa congestion et ses longs délais nécessaires à l'embarquement et au débarquement des marchandises. Les coûts induits pourront être considérablement réduits et avoir un impact direct sur la demande intérieure, selon un représentant de la chambre de l'Industrie et des mines afghan.

Le Pakistan a augmenté sa tarification afférente à l'importation de fruits, en pleine saison des récoltes et des exportations afghanes

En effet, il semblerait que le pays voisin augmente ses prix à l'importation, chaque année, à l'occasion de la période de récolte et d'exportation de fruits, poste d'exportation réputé de l'Afghanistan, causant l'inquiétude des commerçants et producteurs afghans. Bien que la tarification portant sur les légumes reste similaire, celle des fruits croît de manière exponentielle, passant de 12 000 AFN à 50 000 AFN. La chambre de commerce et d'investissement afghane précise que le pays est limité dans ses alternatives, en raison de la quasi fermeture du fret aérien. De fait, le ministère de

l'Agriculture a récemment appelé à la réouverture des voies aériennes, afin d'accéder librement aux marchés d'Asie du Sud-est et d'Asie centrale. La chambre conjointe de commerce et d'industrie Afghanistan-Pakistan a finalement annoncé une exemption pour l'Afghanistan d'une période de trois mois, ce qui soulagera les exportateurs afghans à court terme.

Réouverture des négociations entre la Banque mondiale et le gouvernement Taliban laissant espérer la reprise des 6000 projets de la Charte citoyenne en suspens

Les négociations, entre la Banque mondiale et le gouvernement Taliban, ont repris, avec à la clef l'espoir de relance des projets de la Charte citoyenne. Pour rappel, la Charte, établie par la Banque mondiale, est censée tenir responsable l'Etat afghan de sa fourniture de services publics de base aux communautés locales. Le village ou la ville peut donc, dans le cadre de la Charte, superviser ses objectifs de développement, contrôler la qualité de la prestation de services et faire remonter les doléances aux autorités. Les objectifs principaux sont l'inclusion des territoires, une meilleure gouvernance à tous niveaux administratifs ainsi que l'amélioration des services publics délivrés au peuple afghan. Six mille projets sont en attente de finalisation, depuis le changement de régime intervenu il y a maintenant un an. Le ministre Taliban de la réhabilitation et du développement rural affirme sa volonté de reprendre les projets de la Charte citoyenne, estimés à quelque 70 M EUR, et reconnaît par ailleurs leur l'impact favorable sur le développement local en Afghanistan, notamment dans la fourniture en eau potable.

Bangladesh

Le Bangladesh renforce sa stratégie d'attractivité des IDE en coopérant avec les pays voisins

Censé évoluer d'ici 2026 de son statut de « pays le moins avancé » (PMA, statut octroyé par le département des affaires économiques et sociales des Nations Unis) vers la catégorie de «

Pays en développement », le Bangladesh se heurte à la nécessité d'attirer les investissements étrangers afin de compenser ses faiblesses structurelles (prédominance du secteur textile dans les exportations, dépendance au financement externe ou sa vulnérabilité au changement climatique) et de réaliser ses objectifs de développement. Le pays tente donc d'attirer des capitaux étrangers, en provenance notamment des pays voisins, ce qui passe par le renforcement de son attractivité. Cityscape International Limited, entreprise de construction et d'immobilier, a récemment tenu un séminaire avec des investisseurs et officiels malaisiens, indonésiens et bangladais. La signature d'un mémorandum d'entente entre les parties a conclu la rencontre et pourrait augurer d'un renforcement des investissements vers le Bangladesh.

En parallèle, le pays a récemment renforcé ses échanges commerciaux avec Hong-Kong, qui devient l'une des principales plateformes d'investissement (la ville figure au nombre des dix plus importants investisseurs au Bangladesh), notamment dans le secteur du textile (35,11 M USD en 2021 après la Corée du Sud qui a investi 50 M USD). Lors d'un événement organisé par la Chambre du commerce et de l'industrie de Dacca avec le Conseil de développement du commerce de Hong Kong, les opportunités d'exportation, de logistique et de technologie ont été soulignées.

Dépréciation du Taka face au dollar et prolongement de l'érosion des réserves de change

La valeur du Taka a diminué face au dollar, ce lundi 12, en atteignant 96 Tk pour 1 USD. Cette dépréciation du Taka intervient dans un contexte de flottement du taux change initié par la Banque centrale du Bangladesh (BB) et un consortium de banques (ABB – Association of Bankers, Bangladesh). L'objectif est de faciliter l'ajustement du taux de change en lien avec l'offre et la demande de dollars, dans un contexte où les réserves de change n'ont cessé de diminuer depuis un an. Cette évolution est à rapprocher de tensions sur le taux interbancaire au jour le jour, lequel est passé en un an de 1,78%

à 5,53%, alors que les réserves de change revenaient sur la période de 48,1 Mds à 38,9 Mds USD le 7 septembre.

Le marché des changes est particulièrement volatile depuis le début de l'année 2022 en lien avec les tensions géopolitiques et la perturbation de la chaîne d'approvisionnement mondiale, qui augmente considérablement les coûts d'importation pour le pays. L'autre élément ayant pesé sur l'évolution des réserves résulte de la diminution des transferts de migrants, qui ont reculé de 15% sur l'exercice 2021/2022.

Bhoutan

Une interdiction d'importation des produits non-essentiels pourrait être mise en place en raison de l'évolution du niveau des réserves de change

Les réserves de change du pays continuent de se dégrader et atteignent 121 M USD en juin dernier contre 138 M USD en mars, selon les données publiées par l'Autorité monétaire royale du Bhoutan. La Constitution stipule pourtant que les réserves en devises étrangères doivent couvrir le coût d'au moins une année d'importations essentielles, ce qui n'est pas le cas actuellement, les réserves actuelles ne représentant qu'à peine six mois d'importations. Le ministère des Affaires économiques a confirmé qu'une interdiction des produits non-essentiels serait envisagée si le niveau des réserves de change ne s'améliorait pas. Alors même qu'aucune discussion n'est en cours, cette menace encourage la demande intérieure de biens importés, bien qu'il n'existe pas de définition actuelle des produits non-essentiels susceptibles de faire l'objet de restrictions à l'importation.

Selon le Bureau des statistiques nationales, les postes d'importations pour le Bhoutan lors du premier trimestre 2022, sont tous en augmentation avec en première place les métaux et les produits métalliques (+37 %), suivi des produits chimiques/plastiques et textiles (+31 %) et le ciment et l'électricité (+29,7 %). Il convient de mentionner le prix des importations qui enregistre une hausse de 5,5 % en glissement annuel, un plus haut depuis 2015, notamment dans le secteur des transports (+17 %). La

probabilité d'amélioration des réserves de change reste faible, compte tenu d'incertitudes sur les recettes du tourisme, de la baisse des transferts de migrants et de la hausse du coût général des importations.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Le *Chief Economic Adviser* se montre optimiste quant aux perspectives de croissance de l'économie indienne au cours de la décennie

M. Anantha Nageshwaran, nommé en début d'année *Chief Economic Adviser* (CEA) en remplacement de M. Subramanian, est au premier chef en charge du cadrage macroéconomique de la politique budgétaire et en particulier des prévisions de croissance de l'économie indienne. Pour mémoire, l'*Economic Survey* du ministère des Finances à laquelle il a contribué au moment de la présentation du budget de l'Union tablait en début d'année sur une croissance comprise entre 8 et 8,5% sur l'exercice 2022/2023.

Allant dans le sens des déclarations récentes de nombre de représentants du gouvernement, qui ont salué la performance de l'économie indienne au T1 2022/2023, le CEA a par ailleurs indiqué que la croissance tendancielle de l'Inde serait très vraisemblablement supérieure à la trajectoire assignée par les organismes internationaux, qui considèrent que celle-ci est de l'ordre de 6% désormais. M. Nageshwaran considère en effet que la croissance tendancielle de l'économie « serait d'au moins 7% par an jusqu'à la fin de la décennie et même au-delà ». Le CEA souligne qu'au-delà de ce qu'il considère constituer un seuil de la croissance potentielle de l'économie, il convient d'ajouter l'incidence de la FBCF sur la croissance, soit 0,5 point de pourcentage ainsi que celle des investissements en infrastructure numérique, qui majorent la croissance potentielle de 0,5 point de pourcentage.

M. Nageshwaran se montre ainsi relativement confiant quant à un rebond durable de la FBCF, qui retrouverait les niveaux atteints entre 2006 et

2012. Il convient cependant de noter que le CEA sous-estime le fait que le boom des investissements enregistrés sur la période indiquée n'a pu être maintenu, en raison notamment de l'accumulation de créances douteuses et du creusement du déficit courant. Pour rappel, le niveau actuel de dette publique, de l'ordre de 90% du PIB appellera également une action correctrice susceptible de peser sur l'investissement, notamment public, dans un contexte où les finances publiques des Etats fédérés se sont notablement détériorées consécutivement au Covid.

Fitch ramène ses prévisions de croissance pour l'exercice 2022/2023 de 7,8% à 7%

Dans le sillage des révisions orchestrées la semaine dernière par plusieurs organismes, notamment Moody's, tant internationaux qu'indiens, l'agence de notation Fitch a revu en baisse ses prévisions de croissance pour l'Inde de 7,8% à 7,0%. A l'instar des autres institutions, elle a justifié sa révision en l'imputant à une progression du PIB beaucoup plus faible que prévu, de 13,5% au T1 2022/2023, alors qu'elle escomptait une hausse de 18,5%. En outre, sur la base des données cvs, le PIB a enregistré un recul de 3,3% en rythme trimestriel. L'agence prévoit un infléchissement, en liaison avec la morosité de la conjoncture internationale, le niveau élevé de l'inflation et la poursuite du resserrement de la politique monétaire de la RBI. Fitch met en exergue notamment la persistance de tensions inflationnistes, résultant des risques liés à la hausse des prix des produits alimentaires, d'une inflation sous-jacente de l'ordre de 6%, et de l'ancrage des anticipations d'inflation des ménages à des niveaux bien supérieurs à ceux constatés avant la pandémie, comme l'indique l'enquête effectuée par la RBI. Dans ce contexte, l'agence prévoit la poursuite du relèvement du principal taux directeur de la Banque centrale, qui devrait être porté de 5,4% en août 2022 (dernier MPC) à 5,9% d'ici la fin de l'année.

Fitch a également révisé ses prévisions de croissance pour 2023/2024, de 7,4% à 6,7%.

La production industrielle enregistre en juillet une faible croissance de 2,4% en glissement annuel

L'indice de production industrielle, qui avait crû de 12,7% en juin, en raison d'un effet de base très favorable imputable à la situation de confinement pendant l'exercice précédent, n'a augmenté que de 2,4% en juillet. D'un mois sur l'autre, l'indice enregistre une contraction de 2,7%, évolution mettant un terme à une croissance ininterrompue depuis sept mois. Les contractions enregistrées par rapport au mois de juin concernent au premier chef le secteur minier (-11%), la production d'électricité (-4%) et le secteur manufacturier (-1,2%). Dans le cadre d'une ventilation par destination des biens produits, la production de biens de consommation durable, un proxy de la demande urbaine, a enregistré un recul de 3%, s'inscrivant 1 point en-deçà de son niveau de pré-covid, cependant que celle des biens de consommation courante, qui constitue un proxy de la demande rurale, reculait de 2%, demeurant de 4% inférieure au niveau d'avant-covid. La production de biens d'équipement liés aux infrastructures/à la construction se contracte de 0,4%, tout en s'inscrivant à des niveaux nettement au-dessus de ceux d'avant la pandémie (+13%). Il en va de même des autres biens d'équipement, dont la production s'établit à des niveaux excédant de 3% ceux précédant la pandémie, tout en reculant de près de 7% d'un mois sur l'autre. Ces évolutions reflètent en partie la dynamique de la croissance fondée sur la reprise de l'investissement en infrastructure, alors que le rebond de la consommation tend à s'essouffler.

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) du mois d'août retrouve son niveau de juin, à 7% en glissement annuel

L'IPC, qui avait légèrement fléchi en juillet, à 6,7%, a retrouvé le mois dernier le rythme qui était le sien depuis avril 2022, soit 7%. Pour mémoire, en effet, l'indice s'est établi à des niveaux supérieurs ou égaux à 7% sur quatre des cinq premiers mois de l'exercice fiscal 2022/2023 et à plus de 6% depuis janvier 2022. Cette évolution est imputable d'un mois sur l'autre aux prix des produits alimentaires, principalement

céréales et légumes, en liaison avec la perspective de récoltes médiocres, notamment s'agissant du blé et du riz. En revanche, le prix des carburants a reculé d'un mois sur l'autre.

L'inflation sous-jacente (corrigée de la composante volatile des prix du pétrole et des produits alimentaires) a crû de 0,5% d'un mois sur l'autre, dans le sillage du mois de juillet.

Malgré l'infléchissement de la croissance, il est probable que la RBI souhaitera ainsi continuer de procéder à des relèvements de taux directeurs, le marché tablant sur une hausse du taux des repos de 50 points de base lors de la réunion du Comité de politique monétaire (MPC) du 30 septembre, dans le sillage de celles effectuées depuis avril, de quelque 140 points de base au cours des trois précédentes réunions.

L'indice des prix de gros d'août s'infléchit, revenant de 13,9% en juillet à 12,4% en glissement annuel

A la faveur de l'effritement des prix des carburants et d'autres matières premières, l'indice des prix de gros a sensiblement reculé, revenant de 13,9% en juillet à 12,4% en août. Néanmoins, l'évolution de la composante alimentaire demeure préoccupante, dans la mesure où les prix du blé, du riz et des fruits enregistrent une nette augmentation, malgré les mesures prises par le gouvernement pour contenir la hausse des prix des céréales, notamment par des interdictions d'exporter ou un relèvement de droits de douane à l'exportation. La hausse de la composante des produits alimentaires, dont la pondération dans l'indice est beaucoup plus faible que celle représentée dans l'IPC (24% contre 46%) risque néanmoins de diffuser aux prix de détail, d'où des incertitudes quant à l'évolution de ceux-ci. Il est donc probable, sur la base de l'évolution de cette composante, que la RBI poursuivra son mouvement de resserrement monétaire lors du prochain MPC, même si les banques et institutions financières sont partagées quant à l'ampleur du resserrement, qui devrait s'inscrire dans une fourchette de 25 à 50 points de base. Compte tenu de la persistance des tensions inflationnistes et des pressions baissières sur la roupie renforcées par l'ampleur des

resserments monétaires de la Fed, la RBI pourrait être encline à relever de 50 points de base son taux des pensions le 30 septembre.

Informations sectorielles

Secteur aéronautique

Les alcootests à nouveaux obligatoires pour le personnel navigant

Les autorités indiennes recommenceront à faire passer des alcootests obligatoires à tout le personnel navigant à partir du 15 octobre, abandonnant ainsi la règle actuelle des 50 % qui avait été introduite pendant la période Covid. La DGCA impose un taux d'alcoolémie nul dans le sang de l'équipage d'un avion avant un vol. Elle impose également un délai de 12 heures entre le pilotage d'un avion et l'absorption d'une boisson alcoolisée. Les membres du personnel navigant qui échouent au test d'alcoolémie la première fois sont interdits de vol pendant trois mois. La deuxième fois, l'interdiction est de trois ans, et la licence de vol est définitivement retirée si le pilote échoue au test une troisième fois.

En 2019, les autorités avaient également publié des règles relatives aux tests d'alcoolémie indiquant que les exploitants d'aéroport doivent effectuer des tests aléatoires à l'éthylomètre sur leurs employés et sous-traitants qui travaillent à l'aéroport. Les règles imposent qu'au moins 10 % des travailleurs doivent être soumis quotidiennement à un test d'alcoolémie aléatoire.

Air India étend son nombre d'appareils de location

Air India a annoncé le lundi 12 septembre, qu'elle allait progressivement louer 30 nouveaux appareils, dont 5 Boeing B777-200LR ainsi que 21 Airbus A320 NEO et 4 Airbus A321 NEO. Ils rentreront en flotte à partir de décembre 2022.

Ils viendront progressivement s'ajouter aux 43 long-courriers et aux 70 moyen-courriers que compte déjà Air India.

Népal

L'augmentation du coût des importations de riz, induite par les mesures indiennes de restriction à l'importation compromet la stabilité du marché alimentaire népalais

Alors que le Népal est très loin d'être autosuffisant sur le plan agricole, l'imposition par l'Inde d'une taxe de 20 % sur une large variété de riz, conjuguée à l'interdiction d'exporter du riz brisé risque de conduire les rizeries népalaises au bord de la fermeture, mais aussi soulever des questions sur les relations diplomatiques des deux pays. Les restrictions formulées par l'Inde menacent la stabilité du marché intérieur népalais avec une hausse des prix des denrées alimentaires, une baisse de la demande et dans une certaine mesure la sécurité alimentaire de la population népalaise. Le président de l'association de l'industrie alimentaire, S.K Gupta, certifie que les exportations de riz vers le Népal sont marginales en comparaison des exportations totales de riz de l'Inde (626 M USD en 2021 pour 9,6 Mds USD le total des exportations indiennes de riz soit 6,5 %), critique à peine voilée d'une tarification différenciée. Suite à ces multiples restrictions, le ministre des Affaires étrangères, Bharat Raj Paudyal, en visite à New Delhi mardi 13 dans le cadre d'une rencontre bilatérale, en a appelé auprès de son homologue indien à la levée des barrières tarifaires pesant sur les produits de base. Il convient de rappeler que les restrictions concernent aussi les exportations de sucre et farine depuis le 1^{er} juin 2022. L'Inde donnant la priorité à ses intérêts nationaux, aucun compromis n'a pu être trouvé.

La Banque asiatique de développement (BAsD) confirme le financement d'un projet d'horticulture à hauteur de 70 M USD

L'autosuffisance dans certaines filières agricoles constituant un enjeu pour le Népal, la BAsD confirme le décaissement d'un financement de l'ordre de 70 M USD à destination des horticulteurs népalais pour le développement d'environ 10 000 hectares de vergers de fruits et noix. En effet, la dépendance du Népal aux

importations agricoles est extrêmement coûteuse, compte tenu de la hausse des cours des matières premières agricoles et de la faiblesse de ses ressources financières, en devises notamment. En outre, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les tendances protectionnistes des pays voisins et la hausse du coût des importations aggravent le risque dans le domaine de la sécurité alimentaire. Ce financement a pour objectif le renforcement de la productivité des horticulteurs dans les cinq provinces montagneuses du Népal. La subvention reviendra directement à des coopératives agricoles et à des groupes d'horticulteurs.

En outre, lors du sommet népalais sur les infrastructures, tenu les 8 et 9 septembre, le vice-président de la BAsD chargé des opérations du secteur privé et des partenariats public-privé a réaffirmé son engagement pour le soutien du programme de développement du Népal qui ambitionne comme le Bangladesh de devenir « un pays en développement » dans les prochaines années.

Pakistan

Evaluation des dommages des inondations : de nouvelles estimations provisoires situées entre 18 et 30 Mds USD

Les estimations initiales du PNUD avancées cette semaine, avant la mission d'évaluation de l'impact économique (chargée d'établir un diagnostic qui pourra servir de base à un plan d'aide à la reconstruction) qui sera prochainement menée par le PNUD, la Banque mondiale, l'UE et la BAsD, sont évaluées à 30 Mds USD. Le « National Flood Response Coordination Center » pakistanais estime pour sa part le coût à 18 Mds USD.

Les engagements concernant les premières aides d'urgence sont estimés à 150 M USD

Par rapport aux besoins du Pakistan, les aides promises actuellement par la communauté internationale et les Institutions Financières

Internationales sont de l'ordre de 150 M USD (dont 38 M USD déboursés à ce jour).

Afin de faire face aux conséquences économiques des inondations, la BAsD alloue deux enveloppes financières pour un montant total de 1,5 Md USD

Le premier prêt de 1,25 Md USD s'inscrit dans le cadre de la Facilité de soutien contracyclique de la BAsD BRACE, qui ne comporte pas de conditions faisant partie du portefeuille de prêts traditionnels. Il a été sollicité pour faire face à l'aggravation de la crise macroéconomique résultant des inondations. Le CDWP (Central Development Working Party) de la BAsD a annoncé qu'il fournirait ce prêt sur ses ressources en capital ordinaire à un taux d'intérêt correspondant au taux de financement garanti au jour le jour (SOFR) de 2,28% plus 0,75 point de pourcentage, et une surtaxe. Le coût du prêt s'élèvera à plus de 3%, un taux élevé selon les normes de la BAsD et de la Banque mondiale. Ce prêt est garanti pour sept ans, soit 18 ans de moins que la durée de prêt standard de la BAsD.

Le deuxième prêt de la BAsD s'élève à 250 MUSD, son taux est concessionnel est fixé à 2 % pour une période de 25 ans.

Le déficit commercial de l'exercice fiscal 2022/2023 est appelé à s'alourdir du fait notamment de l'affaiblissement de la filière textile/coton consécutif aux inondations

Le pays devrait importer pour au moins 2 Mds USD de coton afin d'amener les usines qui ne sont pas endommagées par les inondations à produire à un rythme comparable aux années précédentes.

Par ailleurs, le Pakistan devrait exporter en volume pour 20% de moins qu'en 2020/2021. On rappellera qu'en valeur, 80% des exportations pakistanaises proviennent de l'industrie textile.

Les discussions avec les pays du Golfe concernant les cessions d'actifs de sociétés publiques du secteur énergétique à hauteur de plusieurs milliards de dollars semblent s'enliser

Des officiels saoudiens et qatariens étaient à Islamabad cette semaine pour évaluer la valeur des biens mis en vente par le *Cabinet Committee on Privatization -CCoP-* (comité dépendant du Premier ministre). La presse relayait premièrement le manque de consensus au niveau gouvernemental pour céder des infrastructures énergétiques, mais aussi les différends entre le CCoP et les acheteurs potentiels sur l'évaluation des biens à vendre.

On rappellera que l'approbation par le Conseil d'administration du FMI du versement de 1,1 Md USD avait été rendue notamment possible par des annonces de prêts (2 Mds USD) et d'investissements à hauteur de 5 Mds USD en provenance de trois pays du Golfe.

Les ventes de voitures neuves au plus bas depuis 26 mois

Les ventes ont chuté de 50% en glissement annuel à 8 980 unités en août, selon les données publiées mardi par l'Association des constructeurs automobiles du Pakistan. C'est le chiffre le plus bas constaté depuis juin 2020, quand seulement 7 325 unités avaient été vendues pendant la pandémie de coronavirus. Les ventes avaient reculé à 10 378 unités en juillet.

Le marché automobile souffre de la dépréciation de la roupie par rapport au dollar, qui a fortement renchéri les modèles, ainsi que des mesures restrictives prises par la Banque centrale en matière de devises, visant à freiner les importations de pièces automobiles. Les analystes prévoient que les ventes de voitures sur le marché intérieur pourraient baisser de plus de 25 % au cours de l'exercice budgétaire 2022/2023 qui a débuté en juillet.

Dans cette situation, l'unité pakistanaise de Toyota Motor Corp., Indus Motors Co et Suzuki ne vendent que leurs stocks et ont fermé leurs chaînes de production au mois de septembre.

Sri Lanka

Réallocation de crédits à hauteur de 100 M USD par l'AIIB dans le secteur médical

Le cabinet des ministres sri lankais a approuvé la réallocation par l'AIIB de 100 M USD (70 et 30 M USD) non décaissés provenant de deux projets, le Support to Colombo Urban Regeneration Project (SCURP) (construction de logements sociaux, réhabilitation de terrains) et le Reduction of Landslide Vulnerability by Mitigation Measures Project (RLVMMP) (atténuation des glissements de terrain et adaptation des politiques et réglementations liées), afin de financer des achats de médicaments et équipements médicaux essentiels. La réallocation bénéficiera à une unité du Ministère de la santé sri lankais qui travaille déjà avec la BASD sur le projet Health System Enhancement Project (HSEP), servant les mêmes objectifs. Ce financement de l'AIIB fait partie de l'aide coordonnée apportée à Sri Lanka par les banques multilatérales de développement (Banque mondiale, Banque asiatique de développement et AIIB) afin de soutenir les importations de produits essentiels dans le pays.

Investissement indien de 35 M USD dans la zone textile d'Eravur

Le Board of Investment (BoI) sri lankais a annoncé le 14 septembre le premier investissement dans la zone franche textile d'Eravur, près de Batticaloa. L'entreprise indienne Jay Jay Mills Lanka, fabricant de vêtements pour bébés déjà présent sur cinq sites à Sri Lanka (Avisawella, Matara, Monaragala, Trincomalee et Mannar) et employant plus de 9500 personnes, lance les travaux de construction d'une usine permettant le tricotage, la teinture et la finition de 50 tonnes de textile par jour, et devant générer 460 emplois directs à pleine capacité. Jay Jay Mills Lanka est présente à Sri Lanka depuis 2004. Les IDE à Sri Lanka ont atteint 190 M USD au T1 2022, et sont traditionnellement faibles dans le pays. Le BoI a néanmoins signalé un intérêt particulier pour le secteur textile et la zone d'Eravur, définie par les autorités comme un projet stratégique de développement, depuis le début de l'année. Le

projet permettra de renforcer la compétitivité de la filière habillement, premier poste d'exportation du pays, qui est très dépendante de l'étranger pour son approvisionnement en intrants (fil, tissus, mercerie...), ce qui entraîne des sorties de devises importantes et limite l'éligibilité des exportations sri lankaises au GSP+ en raison des règles d'origine.

Nouveau point de situation du PAM et de la FAO sur la crise alimentaire

Le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont publié un rapport approfondissant les résultats préliminaires publiés en mai sur la sécurité alimentaire à Sri Lanka. D'après celui-ci, 6,3 M de personnes (soit près de 30% de la population) seraient victimes d'une insécurité alimentaire modérée à sévère. L'enchaînement de deux mauvaises récoltes a débouché sur une chute de la production agricole de près de 50%, affectant les revenus des ménages et les exportations ; la production de riz est au plus bas depuis les sécheresses de 2017, la production de maïs utilisé dans l'alimentation animale a chuté de 40%. Le rapport estime le besoin de céréales importés à 2,2 Mt en 2022, couvert à hauteur de 930 000t seulement au premier semestre. Il recommande la mise en place d'une assistance immédiate (nourriture, coupons alimentaires ; intrants agricoles ; soutien à la culture potagère ; alimentation animale, médicaments vétérinaires subventionnés) pour les populations affectées et petits agriculteurs (le PAM a ainsi augmenté les objectifs de son programme à Sri Lanka à hauteur de 60 M USD pour venir en soutien à 3 millions de personnes) et une mobilisation rapide pour préserver la saison de production de riz de Maha (septembre-mars), sans quoi la situation devrait encore se détériorer.

Renforcement du soutien de l'USAID à hauteur de 60 M USD

L'administratrice de l'USAID, Samantha Power, a annoncé lors d'une visite à Sri Lanka l'extension de l'assistance apportée par l'agence à Sri Lanka. 40 M USD seront dédiés au financement

d'engrais et intrants via la FAO, 20 M USD au soutien contre l'insécurité alimentaire. Ces annonces portent à 92 M USD le soutien apporté par l'USAID à Sri Lanka depuis juin, en réaction à la crise économique qui frappe le pays : 20 M USD avaient déjà été annoncés par le Président Biden dans le cadre de la G7 Global Alliance for Food Security pour l'alimentation des enfants à Sri Lanka, ainsi que deux subventions de 6 M USD et 5,75 M USD pour les projets SCORE (Social Cohesion and Reconciliation) et PARTNER (Partnership for Accelerating Results in Trade, National Expenditure, and Revenue) permettant de fournir une assistance financière, des emplois à court terme, intrants agricoles, un soutien aux microentreprises et à la gestion de crise au niveau communautaire.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	B3	Négative	B-	Négative	B-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : © DG Trésor